

Afrique : Colonialisme, corruption et avenir

Transparency International a défini la corruption comme "l'abus de pouvoir à des fins privées". La corruption peut revêtir des aspects divers mais notre propos se concentre sur ce que Hellman et Jones désignent sous le terme de "corruption administrative" ou l'usage de "paiements privés à des fonctionnaires publics afin de pervertir le cours des règles et politiques officielles".

Si l'on considère la question en relation avec l'Afrique, la corruption administrative, bien qu'endémique au jour d'aujourd'hui, est une culture étrangère à l'Afrique. Dans sa majeure partie, l'Afrique précoloniale était fondée sur de puissantes valeurs éthiques, parfois enrobées de termes spirituels avec, au final, une garantie de justice sociale et d'obéissance.

Le colonialisme a introduit une corruption systémique à grande échelle dans une bonne partie de l'Afrique subsaharienne. Le rejet des valeurs indigènes, des normes et des mécanismes d'équilibre et la surimposition prétentieuse des structures occidentales, ont déstabilisé la machine bureaucratique bien huilée qui fonctionnait en Afrique précoloniale. Le résultat final est ce qui est aujourd'hui omniprésent dans toute l'Afrique : consommation ostentatoire, absence de loyauté à l'égard de l'Etat, des institutions étatiques oppressives et corrompues, pour ne mentionner que ces éléments.

CORRUPTION PRECOLONIALE EN AFRIQUE

Autant dans les communautés africaines centralisées que décentralisées de l'Afrique précoloniale, la gouvernance était menée avec le plus grand sérieux. Etant donné que les lois étaient principalement orales, et par conséquent susceptibles d'être oubliées, elles étaient formulées en faisant référence au surnaturel afin d'instiller la peur et de pénétrer le subconscient.

Les exemples abondent de l'emphase mise sur la responsabilité et la bonne gouvernance dans diverses communautés africaines précoloniales

En Afrique de l'Ouest, la confédération Asante était un royaume qui prospérait selon des règles strictes. Etabli par sept clans proches de la cité de Kumasi, le royaume était maintenu par le symbolique trône d'or de Asante-Hene. Avec la solide coopération de tous les groupes, le leadership du royaume d'Asante était connu, selon Emizet Kisangani, pour avoir "introduit plusieurs politiques de modernisation qui incluaient la promotion au mérite et le développement des entreprises d'Etat par les investissements publics". Les Asante ont réussi à "construire des routes et à promouvoir l'agriculture, le commerce, l'industrie et l'éducation par la débrouillardise et l'indépendance".

Chez les Yoruba, au sud-ouest du Nigeria, l'institution de Oyomesi, les faiseurs de rois, veillait aux équilibres et évitait les abus de pouvoir par l'Alafin (Oba), le roi de Oyo. L'Alafin était contraint de régner avec prudence et respect sur ses sujets. Lorsqu'il a été prouvé qu'il était impliqué dans des actions qui se font au détriment de ses sujets, comme de grosses distorsions de la justice à des fins de gains personnels, l'Oyo Mesi, selon les propos de Yunusa Salami, " lui présentait unealebasse vide ou des œufs de perroquets comme indicateur qu'il a à se suicider" puisque, selon la tradition, il ne pouvait pas être destitué.

Dans la société anencéphale des Igbo, l'absence de toute forme d'autorité suprême a fait que le leadership était dans les mains de la population, ce qui est le comble de la responsabilité et de la bonne gouvernance. Des chefs titrés s'assemblaient pour considérer les questions les plus difficiles de gouvernance et il y a un dicton chez les Igbo qui dit "qu'un homme titré ne ment pas". Si l'on voulait entendre la vérité, recevoir une justice impeccable selon les normes de l'époque, il suffisait de s'adresser à ce corps constitué d'hommes titrés irréprochables pour leur soumettre le problème en question.

Le Rwanda précolonial avait un système d'administration hautement organisé, efficace et centralisé. Bien que le système autocratique et hiérarchisé ait été dominé par le roi, il y avait des moyens d'équilibrage parmi ceux qui gouvernaient au niveau du clan. Une variation de la propriété de la terre, Ubukonde, a régi le Rwanda précolonial. C'était une coutume qui prévoyait un échange du labeur pour le bénéfice de tous entre les Hutus, les Tutsis et les Twa et définie selon des principes acceptés. Lors de son existence, Ubukonde a été accepté par toutes les parties impliquées et ceux qui tentaient d'accumuler de la richesse terrienne de façon corrompue en dehors du système Ubukonde encourageaient l'ire du roi.

Les exemples abondent dans l'Afrique subsaharienne, mais de façon générale, ce qui maintenait ces communautés et limitait la corruption administrative au plus bas niveau était un ensemble de règles, de principes acceptés et de valeurs morales qui guidaient les interactions humaines.

ORIGINES COLONIALES DE LA CORRUPTION EN AFRIQUE

Il y a plusieurs façons dont la colonisation a contribué à la prévalence de la corruption dans l'Afrique subsaharienne. L'espace qui nous est ici dévolu nous contraint à nous limiter à quelques exemples saillants.

POUVOIR DIRECT ET INDIRECT Le pouvoir indirect a fait du leadership africain une entreprise corrompue. Les détenteurs du pouvoir, au lieu d'être exercé le pouvoir qu'ils détenaient pour le bénéfice de la population, l'exerçaient au profit des autorités coloniales. Le gouvernement devenait une tribune antagoniste qui subjuguait la population. Dans plusieurs situations, la lie de la société, les rebuts, qui jusque là n'avaient rien à dire dans la communauté, ont été promus au rang de chef par les autorités britanniques. Des individus, dépourvus de caractère, qui

réclamaient de l'argent pour manipuler les maîtres coloniaux, ont intronisé la corruption jusqu'aux échelons les plus élevés de la gouvernance. Afin d'éviter d'être puni du crime grave d'être un citoyen, les gens ont vu les pots de vin comme la solution première et dernière pour accéder aux droits les plus élémentaires.

TAXATION Avec peu ou pas de connaissance des revenus des contribuables potentiels, les maîtres coloniaux ont imposé aux colonisés un impôt uniforme connu sous le nom de "taxe des huttes". Le mode d'encaissement des taxes n'était pas exempt de violence, compte tenu du fait que le commissaire de district avait tout pouvoir pour arrêter ceux qui faisaient défaut. La taxe des huttes servait principalement à payer des salaires et les émoluments des officiers coloniaux et à couvrir les frais de gestion du bureau colonial. La population n'en recevait pas pour autant des services sociaux et en profitait peu. Le résultat a été une lente dérive vers la corruption, vers un système dépourvu de responsabilité et qui jetait les citoyens les uns contre les autres et contre la classe dirigeante.

LA POLICE ET LES MILITAIRES Dans diverses parties du monde, l'histoire de la formation du corps de police et des armées résulte de la nécessité de protéger les citoyens et de garantir l'intégrité territoriale. À l'inverse, dans le cas de l'Afrique, la police et les militaires ont été établis en premier lieu afin d'écraser l'opposition civile à la domination coloniale. Les confrontations avec la population découlaient du besoin d'appliquer des lois coloniales détestables et débilitantes, y compris la taxation forcée, la ségrégation et la suppression de soulèvements anticoloniaux.

Au terme de l'ère coloniale, les nouveaux gouvernements africains indépendants ont hérité d'institutions qui ont intériorisé une culture d'oppression et d'extorsion. La police et les militaires de l'ère immédiatement postcoloniale étaient destinés à instiller la terreur aux citoyens innocents et ces derniers avaient intériorisé l'art d'acheter ceux qui les harcelaient. Le principal défi pour le leadership africain postcolonial a été de savoir comment s'engager dans un exercice de réorientation. Ce défi n'a pas été pris au sérieux par des administrations successives sur le continent. Même lorsque le problème était reconnu, les ressources qui auraient pu permettre cette transition manquaient.

DES PISTES POUR L'AVENIR

Ci-dessous une brève introduction de quelques uns des nombreux moyens que le leadership africain pourrait utiliser pour ramener les mentalités africaines aux valeurs que la plupart des communautés pratiquaient avant la déstabilisation résultant du colonialisme.

- 1) La restauration des valeurs et institutions autochtones : les valeurs et systèmes ont d'abord été dénigrés et combattus par les missionnaires et ensuite par les colonisateurs de façon beaucoup plus impérieuse. Les solutions autochtones à la corruption doivent une fois de plus être explorées par la redécouverte des systèmes indigènes d'administration. Le Rwanda a réussi cette

démarche par les Gacaca, Abunzi, Umuganda, Umudugudu et autres systèmes indigènes.

- ▶ 2) L'éducation, formelle, informelle et non formelle : Le principal véhicule pour la transmission culturelle vers la transformation d'un paradigme social prévalent est l'éducation. Dans leur forme formelle, les programmes d'apprentissage dans tous les pays de l'Afrique subsaharienne doivent être revus afin de permettre une véritable indépendance mentale et intellectuelle. Dans leurs manifestations non formelles, des conférences, des ateliers et des camps et autres situations d'apprentissage non formelles doivent être largement utilisées pour rééduquer les citoyens et leur faire apprécier le fait que la vraie vie a cours que lorsque des individus ont de saines valeurs ou, tout au moins, y aspirent avec constance et sérieux.
- ▶ 3) La religion comme institution de construction nationale : les Africains écoutent leurs leaders spirituels bien plus qu'ils n'écoutent les politiciens. Les prêcheurs doivent être mobilisés pour dispenser le savoir et être un tremplin pour atteindre l'âme des Africains et les orienter vers la construction de la nation.
- ▶ 4) La promotion de l'Etat africain : Au cours des 50 dernières années, les Africains ont lutté en vain pour assimiler les frontières artificielles imposées par la colonie. Il est temps de promouvoir le super Etat/nation africain et d'atténuer l'importance des divisions cosmétiques qui abritent des groupes ethniques antagonistes
- ▶ 5) Renforcer les institutions anti-corruption : de puissantes institutions anticorruption sont nécessaires dans toute l'Afrique subsaharienne comme dans d'autres parties du monde. Les gouvernements, dans toute l'Afrique, doivent nommer des individus crédibles et déterminés, qui peuvent même être des ressortissants d'autres pays africains, afin d'entreprendre la lutte contre la corruption dans les hautes sphères aussi bien que dans les strates inférieures. Un système judiciaire fort est requis à cet égard.
- ▶ 6) La croissance économique : la pauvreté engendre le vice. Les pays africains doivent s'intéresser à plus que juste le Produit National Brut (PNB) qui est trompeur, mais s'occuper du véritable développement en terme de niveau de vie. La santé, la scolarisation, la sécurité alimentaire et l'extension des infrastructures doivent être prioritaires.

Source :

<http://www.pambazuka.org>

** Dr Chika Ezeanya a un blog a www.chikaforafrica.com Son livre, "Before we set sail" est disponible sur www.amazon.com et d'autres librairies. (voir : www.beforewesetsail.com) Ces propos ont été tenus au Parlement du Rwanda et

en d'autres occasions, au cours de la conférence qui marquait le 50ème anniversaire d'indépendance de la nation en juillet 2012.

Traduit de l'anglais par Elisabeth Nyffenegger